

Le caractère incomplet ne justifie pas l'introduction tardive d'un dossier.

Le cas échéant, le paiement est également reporté.

§ 2. Les bénéficiaires informent l'entité compétente dans les meilleurs délais si l'urgence civile entraîne des modifications des activités visées dans la demande de subvention.

Les bénéficiaires motivent clairement les modifications qui interviendront et l'impact qu'elles auront sur le projet ou le fonctionnement.

L'entité compétente évaluera les dossiers au cas par cas.

§ 3. Les bénéficiaires informent l'entité compétente dans les meilleurs délais et au plus tard avant l'expiration de la période fixée si une prolongation de la période subventionnée est nécessaire en raison de la situation d'urgence civile.

Les bénéficiaires motivent toute prolongation nécessaire. L'entité compétente évaluera les dossiers au cas par cas.

**Art. 5.** Le présent arrêté produit ses effets le 20 mars 2020.

Le présent arrêté cessera de produire ses effets au dernier jour du mois qui suit l'expiration de l'urgence civile.

**Art. 6.** Le Ministre flamand ayant l'agriculture et la pêche en mer dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 24 avril 2020.

Le Ministre-président du Gouvernement flamand,

J. JAMBON

La Ministre flamande de l'Économie, de l'Innovation, de l'Emploi, de l'Économie sociale et de l'Agriculture,  
H. CREVITS

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2020/41018]

**22 AVRIL 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 23 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n°11 du 31 mars 2020 relatif aux diverses dispositions prises en matière d'emploi, de formation et d'insertion socioprofessionnelle, en ce compris dans le champ de l'économie sociale**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes ;

Vu le décret du 4 avril 2019 relatif à la formation professionnelle individuelle ;

Vu le décret du 19 décembre 2019 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2020 ;

Vu le décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 juin 2017 portant organisation des contrôle et audit internes budgétaires et comptables ainsi que du contrôle administratif et budgétaire des Services du Gouvernement wallon, des services administratifs à comptabilité autonome, des entreprises régionales, des organismes et du Service du Médiateur en Région wallonne ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2019 portant exécution du décret du 4 avril 2019 relatif à la formation professionnelle individuelle ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 septembre 2019 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 septembre 2019 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement wallon ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 11 du 31 mars 2020 relatif aux diverses dispositions prises en matière d'emploi, de formation et d'insertion socioprofessionnelle, en ce compris dans le champ de l'économie sociale ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 14 avril 2020 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 22 avril 2020 ;

Considérant les concertations entre les Gouvernements des entités fédérées et les autorités fédérales compétentes au sein du Conseil national de sécurité qui se réunit depuis début mars 2020 ;

Considérant l'article 191 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne qui consacre le principe de précaution dans le cadre de la gestion d'une crise sanitaire internationale et de la préparation active à la potentialité de ces crises ; que ce principe implique que lorsqu'un risque grave présente une forte probabilité de se réaliser, il revient aux autorités publiques d'adopter des mesures urgentes et provisoires ;

Considérant la déclaration de l'OMS sur les caractéristiques du coronavirus COVID-19, en particulier sur sa forte contagiosité et son risque de mortalité ;

Considérant la qualification, par l'OMS, du coronavirus COVID-19 comme une pandémie, en date du 11 mars 2020 ;

Considérant que, en date du 16 mars 2020, l'OMS a relevé à son degré maximum le niveau de la menace liée au coronavirus COVID-19 qui déstabilise l'économie mondiale et se propage rapidement à travers le monde ;

Considérant la propagation du coronavirus COVID-19 sur le territoire européen et en Belgique ;

Considérant l'urgence et le risque sanitaire que présente le coronavirus COVID-19 pour la population belge ;

Considérant qu'il est nécessaire, afin de ralentir et limiter la propagation du virus, d'ordonner immédiatement les mesures préconisées qui s'avèrent indispensables sur le plan de la santé publique ;

Considérant, dès lors, que les conséquences directes ou indirectes de la crise nécessitent une gestion et une réponse rapide au niveau régional ;

Considérant les conséquences de la crise sur la situation des stagiaires occupés dans le cadre d'un contrat de formation-insertion et qu'il convient, afin d'en limiter les effets, de compenser la perte de revenus de ces derniers ;  
 Considérant que l'urgence est justifiée ;  
 Sur proposition de la Ministre de l'Emploi, de la Formation, en charge de l'économie sociale ;  
 Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 11 du 31 mars 2020 relatif aux diverses dispositions prises en matière d'emploi, de formation et d'insertion socioprofessionnelle, en ce compris dans le champ de l'économie sociale, il est inséré un article 31bis, rédigé comme suit :

« Art. 31bis. § 1<sup>er</sup> Par dérogation à l'article 6 du même décret, bénéficie d'une prime mensuelle :

1° le stagiaire dont l'exécution du contrat de formation-insertion a été suspendue en application de l'article 30 ;

2° le stagiaire dont le contrat de formation-insertion est arrivé à échéance et dont l'engagement dans le cadre d'un contrat de travail a été reporté en application de l'article 28 ;

3° le stagiaire dont il a été mis fin au contrat de formation-insertion, entre le 1<sup>er</sup> mars et le 31 mai, en raison de l'épidémie de COVID-19.

§ 2. La prime visée au § 1<sup>er</sup> est octroyée pour la période se situant entre le 1<sup>er</sup> mars et 31 mai 2020, et dans les limites suivantes :

1° pour le stagiaire visé au § 1<sup>er</sup>, 1°, dans les limites de la durée de la suspension de son contrat de formation-insertion ;

2° pour le stagiaire visé au § 1<sup>er</sup>, 2°, pour la période se situant entre l'échéance de son contrat de formation-insertion et son engagement dans les liens du contrat de travail dont la conclusion a été reportée en application de l'article 28 ;

3° pour le stagiaire visé au § 1<sup>er</sup>, 3°, pour le solde de la durée du contrat de formation-insertion auquel il a été mis fin en raison de l'épidémie de COVID-19.

§ 3. Le montant de la prime mensuelle visée au § 1<sup>er</sup> est calculé comme suit :

$a \times (b/c) \times 70\%$  ;

où :

- « a » est égal au montant mensuel de la prime visée à l'article 13, § 1<sup>er</sup>, alinéas 1<sup>er</sup> et 2, du même arrêté, calculée le jour qui précède la suspension ou la fin du contrat de formation-insertion;

- « b » est égal au nombre de jours du mois visé, durant lesquels le contrat de formation-insertion n'a pas été exécuté en raison de sa suspension ou de son arrêt ;

- « c » est égal au nombre de jours de prestation mensuelle, tel que fixé en vertu du contrat de formation-insertion en vigueur le jour qui précède sa suspension ou son arrêt.

Pour le calcul de « a », le FOREM tient compte du montant journalier des allocations, revenus ou indemnités, visé à l'article 6, alinéa 2, 1°, du même décret et à l'article 13, § 1<sup>er</sup>, alinéas 1 à 3, du même arrêté, connu la veille de l'événement visé au § 1<sup>er</sup>.

§ 4. Le FOREM verse la prime mensuelle visée au § 1<sup>er</sup> sans intervention financière de l'employeur. ».

**Art. 2.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> mars 2020.

**Art. 3.** A l'issue des pouvoirs spéciaux octroyés par le Parlement wallon, les dispositions confirmées pourront de nouveau être abrogées, complétées, modifiées ou remplacées par le Gouvernement wallon, du moins dans la mesure où un fondement juridique matériel existe à cet effet.

**Art. 4.** La Ministre de l'Emploi, de la Formation, en charge de l'économie sociale, est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 22 avril 2020.

Le Ministre-Président,  
 E. DI RUPO

La Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale, de l'Égalité des Chances  
 et des Droits des Femmes,  
 Ch. MORREALE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2020/41018]

**22 APRIL 2020. — Besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 23 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 11 van 31 maart 2020 betreffende verschillende bepalingen inzake werkgelegenheid, opleiding en socioprofessionele inschakeling, sociale economie inbegrepen**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de verslaggeving van de Waalse openbare bestuursseenheden;

Gelet op het decreet van 4 april 2019 betreffende de individuele beroepsopleiding;

Gelet op het decreet van 19 december 2019 houdende de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2020;

Gelet op het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheids crisis COVID-19;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 8 juni 2017 houdende organisatie van de controle en de interne audit inzake de begroting, de boekhouding en de administratieve en begrotingscontrole van de diensten van de Waalse Regering, de administratieve diensten met een zelfstandige boekhouding, de gewestelijke ondernemingen, de instellingen en de Ombudsdienst van het Waalse Gewest;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 25 april 2019 houdende uitvoering van het decreet van 4 april 2019 betreffende de individuele beroepsopleiding;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 13 september 2019 tot vaststelling van de verdeling van de ministeriële bevoegdheden en tot regeling van de ondertekening van haar akten;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 26 september 2019 tot regeling van de werking van de Waalse Regering;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 11 van 31 maart 2020 betreffende verschillende bepalingen inzake werkgelegenheid, opleiding en socioprofessionele inschakeling, sociale economie inbegrepen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 14 april 2020;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 22 april 2020 ;

Gelet op het overleg tussen de Regeringen van de deelentiteiten en de bevoegde federale overheden in de Nationale Veiligheidsraad, die sinds begin maart 2020 vergadert;

Gelet op artikel 191 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie, dat het voorzorgsbeginsel huldigt in het kader van het beheer van een internationale gezondheidscrisis en de actieve voorbereiding op de potentialiteit van deze crises; dat dit beginsel inhoudt dat het, wanneer een ernstig risico zich allerwaarschijnlijkst voor kan doen, de publieke overheden toekomt, dringende en voorlopige maatregelen aan te nemen;

Gelet op de verklaring van de WGO in verband met de kenmerken van het coronavirus COVID-19, in het bijzonder de sterke besmettelijkheid en het sterfelijkheidsrisico;

Overwegende dat de WGO op 11 maart 2020 het coronavirus COVID-19 als een pandemie gelabeld heeft;

Overwegende dat de WGO op 16 maart 2020 zijn dreigingsniveau voor het coronavirus COVID-19, die de wereldeconomie destabiliseert en zich snel over de wereld verspreidt, naar de hoogste graad heeft opgetrokken;

Gelet op de verspreiding van het coronavirus COVID-19 op Europees grondgebied en in België;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid en het gezondheidsrisico dat het coronavirus COVID-19 voor de Belgische bevolking inhoudt;

Overwegende dat het, om de verspreiding van het virus te vertragen en te beperken, nodig is onmiddellijk de in overweging genomen maatregelen te bevelen, welke onontbeerlijk blijken op vlak van volksgezondheid;

Overwegende dat de rechtstreekse en onrechtstreekse gevolgen van de crisis een beheer en een snelle reactie op gewestelijk niveau vereisen;

Gelet op de gevolgen van de crisis voor de situatie van stagiairs met een overeenkomst opleiding-inschakeling en overwegende dat het passend is, om de gevolgen ervan te beperken, hun inkomensverlies te compenseren;

Overwegende dat de dringende noodzakelijkheid verantwoord is;

Op de voordracht van de Minister van Werk, Vorming, belast met sociale Economie;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** In het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 11 van 31 maart 2020 betreffende verschillende bepalingen inzake werkgelegenheid, opleiding en socioprofessionele inschakeling, sociale economie inbegrepen, wordt een artikel 31bis ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 31bis. § 1. In afwijking van artikel 6 van hetzelfde decreet geniet de volgende stagiair een maandelijkse premie:

1° de stagiair wiens uitvoering van de overeenkomst opleiding-inschakeling overeenkomstig artikel 30 is opgeschort;

2° de stagiair wiens overeenkomst opleiding-inschakeling is afgelopen en wiens indienstneming in het kader van een arbeidsovereenkomst is uitgesteld overeenkomstig artikel 28;

3° de stagiair wiens overeenkomst opleiding-inschakeling tussen 1 maart en 31 mei is beëindigd wegens de epidemie COVID-19.

§ 2. De in § 1 bedoelde premie wordt voor de periode tussen 1 maart en 31 mei 2020 en binnen de volgende grenzen toegekend:

1° voor de in § 1, 1°, bedoelde stagiair, binnen de grenzen van de duur van de opschorting van zijn overeenkomst opleiding-inschakeling;

2° voor de in § 1, 2°, bedoelde stagiair, voor de periode tussen het einde van zijn overeenkomst opleiding-inschakeling en zijn indienstneming op grond van de arbeidsovereenkomst, waarvan de sluiting overeenkomstig artikel 28 is uitgesteld;

3° voor de in § 1, 3°, bedoelde stagiair, voor het saldo van de duur van de overeenkomst opleiding-inschakeling die wegens de epidemie COVID-19 werd beëindigd.

§ 3. Het bedrag van de in § 1 bedoelde maandelijkse premie wordt berekend als volgt:

$a \times (b/c) \times 70\%$  ;

waar:

- "a" is gelijk aan het maandelijkse bedrag van de in artikel 13, § 1, eerste en tweede lid, van hetzelfde besluit bedoelde premie, berekend op de dag vóór de opschorting of de beëindiging van de overeenkomst opleiding-inschakeling;

- "b" is gelijk aan het aantal dagen van de betrokken maand, waarin de overeenkomst opleiding-inschakeling niet is uitgevoerd als gevolg van de opschorting of beëindiging ervan;

- "c" is gelijk aan het aantal maandelijks gepresteerde dagen, zoals bepaald in de overeenkomst opleiding-inschakeling die van kracht is op de dag voorafgaand aan de opschorting of beëindiging ervan.

Voor de berekening van "a" houdt de "FOREM" rekening met het dagelijkse bedrag van de toelagen, inkomsten of vergoedingen bedoeld in artikel 6, tweede lid, 1°, van hetzelfde decreet en in artikel 13, § 1, eerste tot en met derde lid, van hetzelfde besluit, bekend op de dag vóór de in § 1 bedoelde gebeurtenis.

§ 4. De "FOREM" betaalt de in § 1 bedoelde maandelijkse premie zonder enige financiële tussenkomst van de werkgever."

**Art. 2.** Dit besluit heeft uitwerking op 1 maart 2020.

**Art. 3.** Na afloop van de bijzondere machten, door het Waals Parlement toegekend, zullen de bevestigde bepalingen opnieuw, opgeheven, aangevuld, gewijzigd of vervangen kunnen worden door de Waalse Regering indien tenminste daartoe een materiële rechtsgrond voorhanden is.

**Art. 4.** De Minister van Werk, Vorming, belast met de Sociale Economie, is belast met de uitvoering van dit besluit. Namen, 22 april 2020.

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,  
Ch. MORREALE

---

## ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

---

### GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

---

#### VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

##### VLAAMSE OVERHEID

##### Kanselarij en Bestuur

[C – 2020/10375]

#### 3 APRIL 2020. — Samenvoeging parochies Diest

Bij besluit van 3 april 2020 van de Vlaamse minister van Binnenlands Bestuur, Bestuurszaken, Inburgering en Gelijke Kansen wordt de wijziging van gebiedsomschrijving van de parochie Heilig Kind Jezus (Kaggevinne/Diest), nl. de afsplitsing van het deel, gelegen op grondgebied Bekkevoort, dat wordt gevoegd bij de parochie Heilig Hart (Bekkevoort) en de afsplitsing van het deel, gelegen op grondgebied Scherpenheuvel-Zichem, dat wordt gevoegd bij de parochie Onze-Lieve-Vrouw (Scherpenheuvel-Zichem), erkend.

Bij besluit van 3 april 2020 van de Vlaamse minister van Binnenlands Bestuur, Bestuurszaken, Inburgering en Gelijke Kansen wordt de samenvoeging van de parochies Heilig Kind Jezus (Kaggevinne), Onze-Lieve-Vrouw (Diest), Sint-Jan-Berchmans (Diest) en Sint-Trudo (Webbekom) met de te behouden parochie Sint-Sulpitius en Sint-Dionysius te Diest erkend, waarbij de naam van de fusieparochie wijzigt naar Sint-Jan Berchmans (Diest).

---

##### VLAAMSE OVERHEID

##### Landbouw en Visserij

[C – 2020/41013]

#### 15 APRIL 2020. — Besluit van het afdelingshoofd tot delegatie van sommige bevoegdheden aan personeelsleden van de afdeling Beleidscoördinatie en Omgeving

##### Rechtsgrond

Dit besluit is gebaseerd op:

- de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 87, § 1, gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993, en § 3, eerste lid, vervangen bij de wet van 8 augustus 1988 en gewijzigd bij de bijzondere wet van 6 januari 2014;

- het bijzonder decreet van 7 juli 2006 over de Vlaamse instellingen, artikel 21;

- het decreet van 5 april 1995 houdende algemene bepalingen inzake milieubeleid, artikel 2.1.17, 2.1.23, gewijzigd bij het decreet van 25 april 2014, artikel 4.2.5, vervangen bij het decreet van 27 april 2007, artikel 4.2.11, ingevoegd bij het decreet van 27 april 2007 en gewijzigd bij het decreet van 28 februari 2014, artikel 4.3.4, 4.3.8, en 4.5.7, laatst gewijzigd bij het decreet van 7 december 2018;

- het decreet van 13 mei 1997 houdende oprichting van een financieringsinstrument voor de Vlaamse visserij- en aquacultuursector, artikel 12, gewijzigd bij het decreet van 19 december 2008;